

# La Gauche / Alternative Linke / La Sinistra

---

[www.la-gauche.ch](http://www.la-gauche.ch) [www.linke-alternative.ch](http://www.linke-alternative.ch) [www.la-sinistra.ch](http://www.la-sinistra.ch)

## Catalogue des revendications des militants

*Ce premier catalogue de revendications permet de situer les différentes orientations et choix politiques des militantes et militants de La Gauche.*

*Ce catalogue sera toujours en mouvement, car il sera enrichi par des nouvelles propositions de militantes et militants à chaque congrès national. De même, en fonction des actions que nous allons mener, de l'actualité politique et d'analyses plus fines lors de travaux de groupes, chaque proposition est appelée à évoluer.*

*Pour ces raisons, ce catalogue n'a pas pour vocation d'être assimilé à un programme politique rigide et consensuel, mais bien au contraire se veut riche de notre pluralité.*

### **1) La Gauche déclare que chaque personne résidant sur le territoire suisse a le droit à une vie décente, dans une société solidaire lui garantissant de pouvoir faire valoir ses droits fondamentaux.**

- Droit à la citoyenneté sur demande pour toute personne née sur le territoire (droit de sol).
- Droit de vote et d'éligibilité des étrangères et étrangers dès 5 ans de résidence en Suisse.
- Aménagement sur le plan national d'un système électoral permettant aux minorités d'être représentées politiquement sur le plan communal, cantonal et fédéral.
- Droit démocratique à la formation, stop à la marchandisation et à la privatisation de la formation. Gratuité des études, de l'école primaire à l'université.
- Bourses d'étude et d'apprentissage nationales, tenant compte du coût de la vie du lieu des études.
- Egalité femmes/hommes pour les salaires, poursuite automatique des entreprises fautives.
- Congé parental de 6 mois aménageable au libre choix des parents.
- Accès et financement à une crèche ou d'autres modes de garde pour tous, adaptés aux âges des enfants.
- Revenu citoyen minimum obligatoire pour toutes les personnes résidant en Suisse.
- Salaire minimum national à 3500.- frs nets plus 13ème salaire. Possibilité de salaires minimum supérieurs dans les cantons. (réf. 2010)
- Renforcement de l'AI avec une augmentation des cotisations paritaires.
- Renforcement de l'AVS qui doit garantir une vie décente, comme l'exige la constitution, rente de 3'000.- frs minimum à 5'000.- maximum. (réf. 2010)

### **2) Rien ne se jette, rien ne se perd, tout doit être transformable : La Gauche veut un changement en profondeur du système de production. Elle déclare qu'il faut déconstruire cette croyance où l'homme est au service d'une logique productiviste et de profits. La Gauche refuse que l'écologie soit un privilège de classe sociale, mais doit être accessible à toutes et tous.**

- Un changement de paradigme fondamental doit avoir pour ancrage de départ une vision critique sur la croissance de la société de production.

- Abandon du nucléaire, suppression immédiate de tout nouvel investissement dans ce domaine.
- Interdiction des OGM dans l'agriculture.
- Développement des transports publics et mesures incitatives fortes pour tout le réseau national.
- Gestion écologique du patrimoine par des mesures encourageant le développement d'une agriculture de proximité et d'entreprises à production durable.
- Adoption d'un «plan climat» fédéral visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, avec pour but moins 40% d'ici à 2020.
- Pour des logements d'intérêt social, imposition d'un prix public du terrain agricole déclassé.

### **3) La Gauche demande une répartition équitable des richesses du pays, favorisant l'imposition directe et progressive.**

- Favoriser l'imposition directe et progressive et diminution des taxes indirectes.
- Fin des forfaits fiscaux en Suisse.
- Impôt fédéral sur les successions à partir d'un certain montant à définir, pour ne pas empêcher les reprises de PME.
- Différence fiscale cantonale réglementée, avec une égalité de traitement nationale pour tous les hauts salaires et les grandes fortunes.
- Taxe sur les transactions financières, redistribuée pour des aides citoyennes.
- Abolition du secret bancaire dans le domaine fiscal.
- Mise en place de mesures pour lutter contre le surendettement.

### **4) Nous voulons développer une société plus solidaire, une société où les besoins et services fondamentaux sont contrôlés démocratiquement.**

- Services publics contrôlés démocratiquement : santé, formation, énergie, transport, communication, eau, électricité, police.
- Encouragement et facilitation pour la mise en œuvre de coopératives, en particulier dans le monde ouvrier, agricole et dans l'habitat.
- Démocratie au sein des entreprises : instauration d'un droit de regard et d'intervention des travailleurs et travailleuses sur la marche de leur entreprise; élection démocratique de représentants des travailleurs et travailleuses dans les entreprises privées et publiques, y compris dans les instances dirigeantes ; reconnaissance de la section syndicale dans les entreprises avec interdiction de licenciement des représentants syndicaux, hormis faute grave.
- Rapports de travail basés sur une logique du partage du travail avec une diminution du temps de travail hebdomadaire progressive et par secteurs, stimulations de l'Etat pour favoriser ces diminutions.
- Salaire maximum ne pouvant pas excéder 12x le salaire minimum national, toute forme de rémunération comprise (bonus, primes, autres...).
- Interdiction de licenciements économiques aux entreprises réalisant des bénéfices.
- Caisse maladie unique publique et solidaire, incluant les soins dentaires de base.
- Mise en œuvre d'une loi constitutionnelle garantissant que la santé est un bien public, restriction des bénéfices de l'industrie pharmaceutique en fixant des règles où la solidarité prime sur le profit.
- Développement des services de microcrédit sans but lucratif, par exemple pour la création de nouvelles entreprises.
- Conditionnement de toute aide publique à des entreprises à une prise de participation et un droit de regard des collectivités publiques, proportionnelles à la hauteur de leur engagement.
- Amorçage d'un processus pour l'abolition de l'armée suisse.
- Reconversion civile progressive des entreprises produisant du matériel militaire, visant à terme l'interdiction de toute production militaire et de toute forme de lien avec cette production en Suisse.